

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et  
en Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et  
de Guadeloupe.  
Pour la reconstruction  
de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES — SAMEDI 25 OCTOBRE 2014 1120 1 €

POUR LA LUTTE D'ENSEMBLE  
DES TRAVAILLEURS !

Tant en Martinique qu'en Guadeloupe, les travailleurs relèvent la tête. On peut dire qu'ils n'ont pas raté la rentrée sociale. Plusieurs grèves importantes sont là pour en témoigner : en Guadeloupe, les travailleurs sont en grève dans les entreprises "la Palette, Weldom et Batika", sur la plantation de banane de Dormoy à Capesterre, dans les hôtels Salako et à l'Auberge de la Vieille Tour. Mercredi 22 octobre, les grévistes des deux hôtels ont aussi manifesté devant d'autres hôtels de la Pointe de la Verduze comme le Clipper et le Prao. Il y a quelques jours, les travailleurs du Syvade (syndicat de valorisation des déchets de la Guadeloupe) ont mené une lutte couronnée de succès. En Martinique, certains travailleurs du Port sont actuellement en lutte. La mobilisation des agents municipaux entamée depuis le 16 septembre, se poursuivait encore ces jours-ci à Rivière Salée. Ils ont emporté des succès après leurs grèves dans plusieurs communes. Le 24 septembre dernier, ceux de Biométal, étaient aussi en mouvement. Les 22 et 23 septembre les ouvriers agricoles de l'habitation Chalvet à Basse Pointe, eux aussi étaient en grève. Les travailleurs de la société de transport des voyageurs de la Martinique ont mené une lutte victorieuse à la mi septembre. Cet état d'esprit de combat des travailleurs n'est pas passé inaperçu aux yeux de certaines centrales syndicales qui ont organisé des manifestations, comme la CGTG-Banane dans les rues de Basse-Terre le 7 octobre, la CGTM en Martinique le 16 octobre, l'UGTG le 21. Quelques dizaines ou centaines de travailleurs dans chaque cas ont défilé dans les rues de Basse-Terre, de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre.

En Guadeloupe, mardi 21 octobre, Elie Domota, secrétaire général de l'UGTG, a annoncé une "campagne de mobilisation" de son syndicat pour élaborer "une plateforme de revendications de la classe ouvrière". Il a aussi déclaré vouloir rencontrer tous les syndicats pour élaborer la plateforme revendicative commune. Si les travailleurs continuent de se battre comme ils le font depuis la mi septembre, il sera, peut être, possible d'aller plus loin.

En tout état de cause, ce qui sera déterminant ce sera la volonté de lutte des travailleurs et la réalité de ces luttes, à la base, dans les entreprises. Ce ne sont pas les dirigeants syndicaux, ni ceux de Guadeloupe, ni ceux de Martinique qui par leur propre volonté pourront réaliser cet objectif. Il ne pourra l'être que si dans les entreprises les travailleurs le veulent. Ce qui serait encore plus garant du succès c'est la généralisation des luttes, c'est de se battre tous ensemble ! Nous savons que c'est possible puisqu'en 2009 ça l'a été ! Et ça l'a été dans les deux îles !

Mais en dernier ressort, le véritable rapport de force face au patronat et au gouvernement, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui le réaliseront, pas les chefs des syndicats. Se battre pour de bonnes conventions collectives et accords de branche, pour l'application de l'accord Bino, pour des augmentations de salaire en fonction du coût réel de la vie, pour interdire les licenciements, partout, pour la réalisation de grands travaux utiles à tous et donc l'embauche massive de milliers de chômeurs, pour le contrôle des travailleurs sur les comptes réels des entreprises, pour la levée de toutes les peines à l'encontre des militants syndicaux, c'est aujourd'hui une question de survie pour la classe ouvrière !

Les travailleurs auraient mille fois intérêt à se préparer à une grande lutte généralisée sur ces objectifs. Quant aux militants du mouvement ouvrier, leur devoir est partout d'impulser les luttes dans les entreprises et d'intervenir dans le sens du "tous ensemble". Il est certes difficile de savoir si cet objectif se réalisera, mais tout ce qui sera fait en ce sens ne sera, de toutes façons, pas perdu. Ce qui est fait déjà par les travailleurs dans de nombreuses entreprises ne peut que pousser à l'optimisme et ouvrir des perspectives plus larges.

Combattre la xénophobie qui touche nos frères Haïtiens !

La manifestation d'immigrés haïtiens pour protester contre l'expulsion musclée, de Monsieur Altino, l'un des leurs, à l'aéroport de Pointe-à-Pitre a fait remonter à la surface, encore une fois, la xénophobie de nombreux Guadeloupéens. Cette xénophobie s'exerce particulièrement à l'encontre des immigrés haïtiens qui sont les plus nombreux à vivre et travailler en Guadeloupe et en Martinique.

La presse et certains journalistes ont profité de la situation pour surfer sur cette vague nauséabonde, comme le «*Courrier de la Guadeloupe*» qui titrait en gros à la une : «*la Guadeloupe bientôt une banlieue haïtienne*» ? C'est absolument déplorable et honteux ! Tout cela pour vendre du papier ! Mais cette presse ne fait que s'adapter à la xénophobie ambiante qui pollue les milieux populaires de Guadeloupe.

S'en prendre aux immigrés haïtiens comme boucs émissaires de tous les maux, c'est se tromper d'ennemis. Le chômage endémique, la précarité, la misère ne sont pas le fait de nos frères haïtiens mais celui des pires ennemis des travailleurs : les capitalistes soutenus et encouragés par le gouvernement à leurs ordres. «*Inadmissible que les émigrés aient droit aux urgences, à la sécurité sociale, aux aides !* » entend-t-on ici et là. Mais les immigrés par leur travail permettent aux capitalistes et aux patrons de réaliser des profits, ils créent de la richesse dont ils ne profitent pas, tout comme d'ailleurs les travailleurs guadeloupéens ou martiniquais ! Ils cotisent pour la retraite, pour la sécurité sociale !, ils paient des impôts locaux et fonciers pour certains et tous paient la TVA sur tout ce qu'ils achètent. Cela n'est par contre jamais reconnu.

«*Ah oui ! Mais il y a les «sans papiers... les illégaux !* » Mais eux aussi sont souvent embauchés et le sont au noir. Eux aussi permettent à des patrons ou petits exploiters de réaliser des bénéfices.

Alors tous ceux qui n'ont que propos méprisants voire haineux à l'égard des Haïtiens ne se rendent pas compte que souvent, leurs frères, leurs parents sont eux aussi, bien que Français, considérés dans l'hexagone comme des immigrés gênants. Et le Front national des



Rassemblement devant le palais de justice pour défendre M. Altino.  
Devant : madame Kindeur, présidente de l'association Tet kolé et monsieur Auguste Joint émigré haïtien

Le Pen ne se gêne pas pour le dire d'une manière ou d'une autre.

Que diraient les journalistes du «*Courrier de la Guadeloupe*», que diraient tous ces gens qui tiennent des propos haineux contre les émigrés si un journal de l'hexagone titrait : «*La Seine Saint Denis, bientôt une banlieue antillaise ?* »

Les xénophobes sont bêtes en plus d'être méchants. Bêtes car ils ne se rendent même pas compte que ceux qui profitent le plus des divisions et de la concurrence entre travailleurs et entre pauvres ce sont les exploiters, les riches, les capitalistes. Le fait de s'en prendre aux frères de classe au lieu de s'en prendre aux exploiters affaiblit la classe des travailleurs et des pauvres et renforce celle des bourgeois.

Les seuls gagnants dans l'affaire ce sont les exploiters des peuples guadeloupéen, martiniquais et haïtien. Les exploiters, eux, savent qu'ils n'ont pas de patrie. Partout, dans tous les pays, ils exploitent les travailleurs et les pauvres, et de la même façon. Les vrais étrangers, étrangers aux classes populaires, les vrais ennemis ce sont eux, ces mêmes exploiters !

La Guadeloupe ou la Martinique appartiennent-elles plus aux Guadeloupéens et Martiniquais qu'aux Haïtiens ? Non ! Pour l'instant, elles appartiennent à ceux qui détiennent l'économie des îles : capitalistes, gros propriétaires fonciers, békés.

Leurs ancêtres esclavagistes qui l'étaient d'ailleurs aussi bien en Haïti qu'en Guadeloupe et Martinique faisaient leurs négriers déposer les captifs africains arrivés sur les mêmes bateaux, un peu dans chaque île. Quand les bateaux négriers ne pouvaient pas accoster en Guadeloupe, ils allaient chercher des esclaves en Martinique ou en Haïti. Ils ne faisaient pas de différence, eux, entre les îles ! Elles étaient toutes des îles à esclaves, bonnes pour enrichir la bourgeoisie française, anglaise, hollandaise, espagnole. Et se trouver aujourd'hui dans telle ou telle île est le fruit du hasard de la traite négrière. Oui, «*la terre n'appartient qu'aux hommes*» à tous les hommes.

Depuis cette époque, les travailleurs et les pauvres de la Caraïbe ont les mêmes intérêts ! Leur intérêt d'hier a été la lutte commune contre les esclavagistes, celui d'aujourd'hui c'est la lutte commune contre les esclavagistes modernes qui les enchaînent à l'esclavage salarié et au chômage ! Que ceux qui ont compris cela l'expliquent aux autres. Qu'ils fassent la chasse dans leurs rangs aux idées xénophobes, car ces idées ne sont pas seulement l'un des pires ennemis de nos frères immigrés mais aussi l'un des pires ennemis de tous les travailleurs et pauvres y compris les Guadeloupéens et Martiniquais, y compris ceux là mêmes qui expriment leur animosité contre les immigrés et se trompent de cible.

# «L'évaluation des politiques publiques» : de l'enfumage !

Le Comité National d'Évaluation des Politiques Publiques en Outre-mer, créé en 2009 dans le cadre de la Loi d'Orientation pour le Développement Economique en Outre-mer (LODEOM), a publié son rapport. George Pau-Langevin, la ministre des Outre-mer a comme d'habitude «phrasé», tout en cherchant à cacher la politique désastreuse et antisociale du gouvernement Hollande-Valls. Dans ce rapport, il s'agissait d'évaluer les politiques d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes, les politiques du logement social, les politiques de continuité territoriale, les mécanismes de formation des prix et leur niveau. Ce Comité envisage également de faire une évaluation de la politique d'immigration, et de celle de la soi-disant «sur rémunération des fonctionnaires» (les 40%). Mais dans l'article du journal France Antilles du 17 octobre sur le dit rapport, on constate qu'il n'y a pas d'évaluation. La raison est sans doute que

concernant les politiques d'emploi des jeunes et de leur insertion, le chômage continue de plus belle. Depuis des années, plus de 70% des jeunes de 15-24 ans sont au chômage en Martinique et en Guadeloupe, et plus de 22 % pour ceux de 25-49 ans. Ils n'ont aucune perspective positive vers l'avenir. Sur le logement social, c'est la même chose. Pas plus tard que le samedi 18 octobre, la télévision Martinique première annonçait qu'il manque plus de 10 000 logements sociaux en Martinique. Ni les pouvoirs publics locaux, ni le gouvernement ne se soucient en priorité de cette politique sociale. Ils se soucient plutôt de mettre en place la nouvelle Collectivité Unique. Sur les mécanismes de formation des prix, on nous dit qu'il faudra «renforcer le rôle des observatoires des prix et des marges». Du vent ! La réalité c'est que les consommateurs constatent bien que le coût de la vie continue d'augmenter de plus belle et n'en peuvent plus.

Quant à la politique d'immigration, elle n'aurait pas encore été évaluée. Mais là non plus il ne devrait guère y avoir de changement. La gauche a gardé la même politique répressive contre l'immigration que la droite précédemment. La question de la «sur rémunération des fonctionnaires» n'est que le vieux cheval de bataille de ceux qui veulent diviser les travailleurs pour mieux les exploiter. Par contre il n'y a aucune évaluation prévue par le dit Comité des profits réalisés par les capitalistes sur le dos des travailleurs. Voilà l'évaluation de ce gouvernement actuel. De l'enfumage sur les résultats de sa soi-disant politique sociale. La population pauvre n'a vraiment rien à en attendre. Celle-ci devra compter sur ses propres forces et se donner les moyens de s'organiser par la lutte pour imposer une politique nécessaire et utile pour elle.

## Guadeloupe Quand Marie-Luce Penchard se la joue : «dernier recours»!

Marie Luce Penchard, ex ministre de l'Outre-mer et maire de Basse Terre, tente de reconstruire un rassemblement de droite en Guadeloupe pour partir à la conquête du Conseil Régional en décembre 2015. Elle a appelé au rassemblement de la droite et fait signer une pétition. Molinier, le maire de Terre de Haut (Les Saintes) est aussi partie prenante de l'initiative. Mais ce n'est pas l'électorat des Saintes qui pourra remplacer celui, perdu, du Moule de Gabrielle Louis Carabin passée à

gauche après l'UMP. On sait que M-L Penchard a été élue maire de Basse Terre, cette année, dans un wagon tiré par sa mère, Lucette Michaux Chevry. La maman s'étant retirée du poste de maire, elle a donc fait élire sa fille par le conseil municipal. Maman tente donc de jouer ses dernières cartes politiques au profit de sa fille qui tente, elle, de revenir au premier plan de la vie politique locale. Mais pour cela il faudrait battre l'équipe du parti socialiste local dirigée par Lurel,

ce qui paraît fort peu probable pour cette année. Qu'importe ! Marie-Luce Penchard se place pour l'avenir. Si la droite repassait en 2017 elle aurait peut être un poste «national»... Mais au plan local et vu la déconfiture de la droite, l'avenir de MLP est bien compromis. Ce ne sont pas les travailleurs, les chômeurs qui s'en plaindront, car de gauche ou de droite, tous ces notables les enfoncent toujours plus dans l'impasse au profit du patronat et des milieux d'affaires.

## Guadeloupe Affaire Ikenson Altino : un premier succès pour la défense des droits des étrangers

Ikenson Altino est ce père de famille que la préfecture a voulu expulser le 27 septembre dernier. L'expulsion n'a pas eu lieu grâce à l'intervention de ses amis de l'association «Tèt Kolé» qui défend les droits des Haïtiens vivant en Guadeloupe. Le 20 octobre, M. Altino était convoqué au tribunal de Pointe-à-Pitre, accusé de s'être violemment rebellé le 27 septembre, et d'avoir volontairement blessé l'une des policières. Un comité de soutien s'était constitué regroupant Tèt Kolé, Travayé é péyizan, l'UGTG, la CGTG, Mouvman Nonm, Combat Ouvrier, la Cimade et la Ligue des Droits de l'Homme de Basse-Terre. Ce sont donc 70 personnes qui se sont rassemblées devant le tribunal, et qui ont accompagné M. Altino à l'audience.

**Un acte de désespoir**  
Le juge s'est montré particulièrement cassant lorsque les débats ont commencé. Mais M. Altino a quand même pu expliquer ce qui s'est réellement passé le 27 septembre. C'est lorsqu'il s'est retourné, pour un dernier «au revoir» à sa femme et ses deux enfants, qu'il a pleinement réalisé que son départ allait briser sa famille. Il a alors refusé de monter dans l'avion, et tenté de mettre fin à ses jours. C'est en essayant de le raisonner qu'une des policières s'est blessée au genou. Maître

Jabot, l'un des avocats de M. Altino, a démontré au tribunal qu'il s'agissait de «*résistance passive*» et non de «*rébellion*», et que la policière avait été victime d'un accident du travail, pas d'une agression. D'ailleurs, c'est ce qu'elle a dit dans ses premières déclarations, et ce n'est que dans une deuxième version des faits qu'elle parle de «*coups de pieds et coups de poings*». Le juge a également affirmé que M. Altino était «*un délinquant*», car il a été arrêté plusieurs fois pour conduite sans permis. L'autre avocate, Maître Navin, a pu expliquer que ce défaut de permis était lié au fait que M. Altino n'a pas pu faire reconnaître son permis haïtien, ni repasser le permis ici, parce qu'il était sans papiers. Mais il n'a commis aucune autre infraction, et a toujours travaillé (comme mécanicien) et payé ses impôts. Finalement, le juge a débouté les deux policières et a reconnu que M. Altino ne s'est pas rebellé le 27 septembre. Il l'a toutefois condamné à 1800€ d'amende pour avoir refusé d'embarquer dans l'avion. Dès le lendemain, le procureur - qui avait demandé 4 mois de prison ferme - a fait appel.

**Solidarité avec les travailleurs étrangers**  
L'affaire n'est donc pas terminée. Et la décision préfectorale d'expulser M. Altino reste

### Martinique

## Les manifestants du 16 octobre ont eu raison

Jeudi 16 octobre, le gouvernement entamait la discussion sur le budget de la Sécurité Sociale avec au programme un nouveau plan de 9,5 milliards d'économies prises dans les poches des malades, des retraités, des familles, des hôpitaux aussi. La CGTM avait décidé de s'associer à la journée d'actions et de protestations organisée en France par la CGT. Les mobilisations les plus visibles ont encore été celles des agents municipaux. Dans plusieurs communes, les écoles ou les services techniques ont été perturbés, les cantines fermées, jusqu'au service du SERMAC (service municipal d'action culturelle) qui avait arrêté ses activités pour cause de «grève générale». En fin de matinée plus de cent agents se sont retrouvés à la Maison des syndicats. Très dynamiques, ils ont manifesté dans les rues de Fort-de-France contre «les attaques portées contre la Sécu et aussi contre le blocage des salaires, l'aggravation de leurs conditions de travail et le chômage qui empire». Les agents de la Sécurité sociale ont appelé à une journée de grève. Préalablement, ils ont rencontré leur direction sur des revendications locales sur lesquelles ils ont eu gain de cause ; à telle enseigne que la direction pensait qu'ils ne feraient pas grève le 16. Eh bien non, ils ont fait grève, fermé les barrières, le directeur est venu ouvrir et tout le personnel est resté dehors ! Ceux de la CAF (Caisse



d'allocations familiales) étaient eux aussi mobilisés. Ils ont organisé un arrêt de travail avec rassemblement dans le parking de leur établissement en présence de ceux de la Sécu. Il y a eu également un rassemblement devant l'hôpital Pierre Zobda Quitman à Fort-de-France. Rejoints par une délégation de salariés de la Sécu et de la CAF, les agents présents et les responsables syndicaux ont dénoncé les attaques anti-ouvrières portées contre les familles, les retraités, les hôpitaux, au travers des diminutions budgétaires de la Sécurité sociale. Les travailleurs mobilisés et les militants savaient que pour freiner le gouvernement qui rackette les salariés et les familles et donne l'argent aux riches et aux patrons, il faudra bien plus que des rassemblements. Mais en attendant, ceux qui ont protesté ensemble ce jour là, ont eu 1000 fois raison de le faire !

## L'Europe ou la France : tous unis pour faire payer la dette aux exploités

Le gouvernement français, tout comme les autres États membres de l'Europe, a envoyé à la commission européenne (à Bruxelles) son projet de budget pour l'année 2015. Le déficit public atteindra cette année 4,4% du Produit Intérieur Brut (PIB) et le gouvernement prévoit d'abaisser son déficit à 4,3% en réduisant les dépenses publiques de 21 milliards d'euros en 2015. L'État a pour objectif d'abaisser le déficit structurel, c'est-à-dire ses dépenses courantes, celles des Collectivités locales et de la Sécurité Sociale. La Commission Européenne est chargée de donner son avis, à la fin du mois d'octobre, sur le budget qui doit respecter la règle des 3% du déficit public. Si cette limite n'est pas respectée, la Commission peut émettre un avis négatif et peut aussi modifier le projet de budget en donnant ses recommandations pour abaisser le déficit. Si le gouvernement refuse de se plier aux recommandations de Bruxelles, il s'expose à des sanctions. Il est prévu par exemple une amende comprise entre 0,2% et 0,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) soit 4 à 10 milliards d'euros. De part et d'autre, en France, on entend dire que l'État français aurait perdu sa souveraineté. Mais en réalité, les exigences de Bruxelles permettent au gouvernement de M. Valls de justifier les 21 milliards d'économies qu'il entend faire payer à la population. Par contre, il pourra continuer à

servir en toute quiétude les intérêts de la bourgeoisie française. La France et l'Allemagne qui sont les États les plus puissants de l'Europe ont toujours su négocier avec Bruxelles des dérogations pour échapper à la règle des 3%, contrairement à d'autres États membres plus pauvres. En réalité, tous ces États savent s'entendre pour ponctionner toujours plus la population afin de lui faire payer la crise. D'une main, François Hollande et sa clique font les poches des travailleurs, des chômeurs et des retraités qui paieront le prix de ces restrictions budgétaires : médicaments de moins en moins remboursés, suppression des emplois publics dans la santé ou l'enseignement, augmentation des taxes comme la TVA, toutes ces mesures touchent surtout la population pauvre et les travailleurs. De l'autre main, il prend des mesures pour donner toujours plus d'argent aux capitalistes, soi-disant pour faire repartir la croissance et créer des emplois. Ainsi, il n'y a pas moins de 6000 dispositifs d'aides publiques aux entreprises, ce qui coûte à l'État 110 milliards d'euros chaque année. Tous ces dirigeants européens s'unissent pour appliquer une seule et même politique : l'austérité pour la classe laborieuse en donnant satisfaction aux intérêts d'une bourgeoisie de plus en plus rapace.

Martinique

Sur le Port : Coup de sang pour la prime «Roro»

Depuis environ 15 jours, une catégorie des salariés du port, syndiqués au syndicat STPFF (Syndicat des travailleurs du port de Fort-de-France) ont décidé de manifester leur colère en ralentissant les accès normaux du parking à voitures. La conséquence c'est que les véhicules arrivant par bateau et qui s'y trouvent stockés sont livrés au compte-gouttes. Il y aurait actuellement plus de 1500 véhicules entassés. Les grévistes sont des chauffeurs qui descendent les véhicules des bateaux et les conduisent jusqu'au parking dédié. La prime dite prime Roro (roller and roller) qu'ils touchaient par véhicule avait été supprimée il y a quelques années, à l'époque de la création du groupe professionnel de manutentionnaires : GEMO. Les manutentionnaires, lors des négociations avec les syndicats de dockers, n'avaient pas conclu d'accord sur les conditions de versement de la prime et à l'époque entre les parties il avait été convenu qu'un nouveau round de négociations allait traiter l'affaire.

Guadeloupe

L'Écho de Jarry

EDF CENTRALE JARRY : LA DIRECTION FAIT N'IMPORTE QUOI...

La direction a voulu transférer *an pangal* les salariés de l'ancienne à la nouvelle centrale, sans aucun document. Et dans la nouvelle structure, ils sont confrontés à de nombreux problèmes de sécurité au travail. Certains sont bien décidés à ne pas se laisser faire, et à faire comprendre au directeur Mithois qu'il doit revoir ses méthodes.

... ET VEUT MUSELER LES SALARIÉS !

Des salariés avaient demandé à participer à l'heure d'information syndicale organisée par la CGTG le 30 septembre. Mithois a refusé, piétinant au passage le droit de tout travailleur à assister à une telle réunion ! Est-ce une petite vengeance, parce qu'ils n'ont pas voulu trinquer avec lui quelques jours avant ? Ou bien est-ce parce qu'il a peur de rendre des comptes à propos de la nouvelle centrale ?

Guadeloupe

L'Écho des assurances

QUE SE PASSE-T-IL A LA MAAF ?

La direction voulait convoquer la déléguée à un entretien en vue d'une sanction sans donner aucune explication sur le motif réel. Mais le comble c'est qu'elle convoque la collègue à Niort mais ne lui donne aucune information sur les conditions de son déplacement au siège de la Mutuelle. La direction pensait-elle que la collègue allait payer elle-même son billet pour l'entretien ? C'est vraiment n'importe quoi !

Force est de constater que la question est toujours en suspens car aucun accord n'a été trouvé. Sauf que les salariés du port ne veulent pas en rester là et réclament le rétablissement de la dite prime convenue dans la convention collective du port. Aujourd'hui, les patrons concessionnaires de véhicules, tel Cyril Comte, montent au créneau. Ils font valoir leur manque à gagner pour eux et pour leurs salariés car ils ne disposent plus de véhicules. Ils sont largement relayés par certains médias (radios et télévisions) qui parlent de «revendications catégorielles» qui «affaiblissent l'économie du pays»... Une réunion était prévue mardi 22 octobre en préfecture avec l'ensemble des syndicats. Le constat est que les patrons du port, en jouant la montre sur cette question (lors des dernières NAO, la direction a proposé de donner sa réponse plus tard), n'ont pas été bien inspirés, car les salariés concernés n'ont vraiment pas l'intention de lâcher cette fois-ci le morceau !

GADDARKHAN SOCIÉTÉ D'ENROBAGE: PRIME FANTÔME ?

Il y a plus d'un an, les travailleurs ont durement travaillé sur la nouvelle piste de l'aéroport. Ils ont enchaîné les heures de boulot de jour comme de nuit. Pourtant, après tout ce temps, ils n'ont jamais été totalement payés par l'entreprise. La prime pour ce travail n'est jamais arrivée. Aucune raison ne peut justifier cela, pas même une déprime de la direction.

GÉNÉRALE DES EAUX : AVEC CERTAIN TOUT RECOMMENCE !

Le nouveau directeur, M. Certain, se vante de vouloir abandonner la production d'eau potable pour les communes du SIAEAG. À la fin du contrat actuel, en décembre 2014, la direction laisserait donc 165 salariés sur le carreau et une dizaine de communes sans eau. Du déjà vu ! En décembre 2013, l'ex-directeur Mercier avait orchestré le même chantage pour obtenir une augmentation des tarifs de l'eau. *Sé sé mem moun-la ka di travayè ka pwan moun an otaj lè yo ka fè grèv ?*

DES METHODES D'INTIMIDATION INACCEPTABLES !

La MAAF est habituée à donner des avertissements, convoquer certains salariés à des entretiens surtout ceux qui ne sont pas assez dociles pour elle. Cela fait des années que les potentats locaux font pression sur le personnel, mais pour une fois il y a des représentants du personnel qui ne se laissent pas marcher sur les pieds et qui réagissent..

Guadeloupe

Capesterre-Belle-Eau : Plantations Dormoy : mobilisation des travailleurs pour de meilleures conditions de travail

Le 10 octobre dernier, conscients des très mauvaises conditions d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, les travailleurs de la plantation ont voté la grève. Ils avaient déjà organisé des arrêts de travail ces temps derniers sur cette question notamment. Le 15, les travailleurs ont mis fin à leur grève. Mais face au mépris et à l'arrogance de la famille Dormoy qui se moque éperdument de leur santé et de leur vie, ils ont tout de suite fait valoir leur droit de retrait. Ils sont confrontés à un danger grave et imminent notamment quand ils transportent les régimes de bananes pouvant atteindre jusqu'à 60kg et quand ils travaillent en hauteur (pose des gaines de polystyrène et des ficelles pour l'amarrage de bananiers).

Le rapport sur les conditions de travail rédigé par le cabinet d'Expertise Indigo, à la demande du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) insiste sur les divers cas de danger grave et imminent sur ces «postes de travail». Et le 16 octobre, les deux travailleurs délégués au CHSCT se référaient au rapport (plus de 500 pages) de l'Expert désigné pour déclencher un droit d'alerte sur ces «mêmes postes de travail». Malgré tout, Jean-Luc Dormoy persiste à contester l'existence du danger grave et imminent. Pire, il ose le préciser dans son courrier daté du 16 octobre : «...*Nous remettons sérieusement en cause le bien fondé du motif raisonnable invoqué pour faire usage du droit d'alerte et de retrait...*».

Le 17 octobre 2014, comme le prévoit la loi, le CHSCT s'est réuni en urgence. Non seulement l'Inspectrice du Travail, qui était présente à cette réunion, à confirmé l'existence du danger grave et imminent sur les soi-disant «postes de travail» mais elle a rappelé à la SA Bois Debout qu'elle doit payer les salaires

Guadeloupe

Les employés de la Palette-Weldom et Batica en grève

Les employés de l'unité économique et sociale (UES) qui concerne les enseignes La Palette-Weldom et Batica sont en grève depuis le vendredi 10 octobre 2014. Il s'agit d'un mouvement de grève de 24h reconductible. Ils sont affiliés à la CGTG.

Les employés se sont mis en grève suite à l'échec des négociations annuelles obligatoires (NAO) car après plus de 10 rencontres la direction ne voulait rien céder aux demandes d'augmentation de salaires. La direction n'a rien proposé et elle a même déclaré que les NAO 2014 étaient closes et qu'elle n'avait pas l'intention d'engager de nouvelles négociations avant celles de 2015. La direction a bien répété qu'elle n'avait pas l'intention de céder sur la plateforme de revendications remises et qui comprend : Une augmentation de salaire de 100 €, Le déblocage de la prime d'ancienneté après 15 ans,



Habitation Bois-Debout

sans opérer de retenues et ce, à compter du 10 octobre, (date à laquelle les travailleurs ont commencé leur mobilisation pour arracher une amélioration des conditions de travail).

Le mercredi 22, à l'heure de l'embauche, J-Luc Dormoy se présentait avec un Huissier de justice. Ce dernier demandait à chaque salarié s'il travaille ce matin ou pas. Le Délégué Syndical lui a rappelé qu'ils sont en droit de retrait et que le CHSCT a déclenché un droit d'alerte. Et fort de cela, le CHSCT se réunit ce matin-là.

La famille Dormoy s'appuie sur le soutien inconditionnel du LPG, (Groupement des Producteurs), de l'Union des Groupements des Producteurs de Banane et surtout des grands planteurs comme De Lucy et Hayot qui les exhortent à refuser toute négociation directe.

A travers leurs groupements, les planteurs multiplient les réunions pour tenter de venir à bout de la détermination des travailleurs de la SA Bois Debout. Le syndicat CGTG-Banane souligne que les travailleurs ont largement fait preuve de patience. En effet, depuis la présentation du rapport du CHSCT le 07 février 2014, la SA Bois-Debout n'a exécuté qu'un seul point, c'est la : mise a disposition

d'eau potable et fraîche. Le CHSCT avait découvert que la SA-Bois Debout fournissait aux ouvriers agricoles de l'eau qui n'était pas potable ! Pourtant, en plus de l'amélioration des conditions de travail, la SA Bois Debout a l'obligation de se mettre en conformité en matière de prévention de la santé et de la sécurité des travailleurs. Elle ne l'a toujours pas fait malgré les multiples courriers, tant de l'Inspectrice du Travail que des membres du CHSCT. Il en est de même pour l'élaboration d'un plan d'action sur la pénibilité au travail. Au lieu de négocier, la SA Bois Debout se permet de proposer aux ouvriers l'attribution d'un 13ème mois + 200€ par mois. A juste titre, les travailleurs ont répondu que ce qui leur importe pour le moment ce sont leurs conditions de travail et surtout leur état de santé. S'agissant des primes et autres, ces points seront débattus après ! Les travailleurs en grève et le syndicat CGTG-banane exigent donc l'ouverture immédiate des négociations pour faire cesser tous les risques liés aux conditions de travail qui sont connus de tous et pour l'application intégrale de toutes les conclusions du rapport de l'Expert du CHSCT et pour le maintien intégral des salaires.

employés dont les salaires, bien que faibles, restent bloqués. Depuis la grève les négociations ont repris mais force est de constater que les propositions faites par la direction sont du mépris vis-à-vis des salariés. Une première proposition était de 60 € par an, soit 5€ par mois ou alors une augmentation de 0,04% brut par mois (à peine 0,60 € par mois pour un salarié au SMIC). Puis la direction a prétendu que sa proposition était de 0,41 % ce qui fait environ 6 € brut par mois, une misère. Les employés sont bien déterminés à se battre pour arracher une augmentation de salaires face à une direction qui prétend qu'elle a déjà appliqué l'accord BINO et qu'elle ne peut donner plus. Ils connaissent déjà cette chanson ; ils n'acceptent plus le mépris de la direction à leur encontre et sont toujours mobilisés.

# Il y a 60 ans, le déclenchement de la guerre pour l'indépendance de l'Algérie !

## Les prémisses de la guerre d'indépendance

Le 1<sup>er</sup> novembre 1954, il y a donc 60 ans, le FLN (Front de Libération Nationale) déclencha la lutte armée en vue d'obtenir l'indépendance du pays. L'Algérie était une colonie française depuis la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Colonie de peuplement, le pays comptait en 1947, 1 million de Pieds Noirs (colons d'origine française) et 9 millions d'Algériens. La population algérienne, particulièrement celle d'origine arabe et kabyle était, comme celle des autres colonies, opprimée et dans sa grande majorité, misérable. L'idée d'une émancipation du pays avait germé dès avant la seconde guerre mondiale. La guerre accentua encore la misère sur place et pour les jeunes hommes enrôlés de force pour se battre en Europe, elle révéla les faiblesses de l'impérialisme français. Le 1<sup>er</sup> mai 1945, des manifestations réclamant l'indépendance furent organisées par des militants du PPA (Parti du Peuple Algérien) clandestin, ce parti ayant été interdit en 1939. Les manifestants réclamaient la libération du dirigeant du PPA, Messali Hadj, arrêté puis déporté le 30 avril 1945. Les pancartes portaient les

slogans : «Libérez Messali» et «Algérie libre et indépendante». La police tira, tuant 4 personnes et en blessant plusieurs dizaines d'autres dont 7 ne survécurent pas. Le 8 mai 1945, dans la ville de Sétif, lors des manifestations pour fêter la victoire des forces alliées, un homme brandit un drapeau algérien. Il mourut sous les tirs de la police. Ce fut le déclenchement de la révolte : 200 Européens furent tués. La répression coloniale fut terrible : 20 à 40 000 morts du côté algérien, assassinés par les milices d'Européens ou écrasés par les bombardements de l'armée coloniale. Le gouvernement français, qui avait donné l'ordre de la répression, était dirigé par le Général de Gaulle. Il comptait des ministres du Parti Communiste Français. Ce dernier, comme le Parti Communiste Algérien, avait fustigé la revendication d'indépendance du PPA en l'accusant pendant la guerre de «prendre ses ordres à Berlin». La répression ne fit qu'attiser la révolte qui éclata neuf ans plus tard. Des jeunes, pour la plupart issus du PPA, décidèrent de déclencher la lutte armée. En octobre 1954.

**La guerre d'indépendance**  
Mostefa Ben Boulaid, Larbi Ben



Les dirigeants du FLN : Didouche Mourad,

M'hidi, Rabah Bitat, Mohamed Boudiaf, Mourad Didouche, Belkacem Krim, Hocine Ait Ahmed, Ahmed Ben Bella, et Mohamed Khider créèrent le Front de Libération Nationale, le FLN. L'insurrection fut déclenchée le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Malgré leur faible nombre, à peine quelques dizaines, ils parvinrent à réaliser une vague d'attentats, d'attaques de casernes dans tout le pays. La guerre du FLN contre le colonialisme venait d'être déclarée. Sur la radio du Caire, le FLN annonça sa volonté de lutter pour détruire le système colonial et obtenir l'émancipation politique de l'Algérie. Il se fixait comme perspective politique : *«la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social, dans le cadre des principes islamiques»*. Il faisait appel à *«tous les patriotes algériens de*



En haut de gauche à droite : Ahmed Ben Bella, Hocine Ait Ahmed, Mohamed Khider, Larbi Ben M'hidi, En bas de gauche à droite : Mohamed Boudiaf, Rabah Bitat, Krim Belkacem, Mustapha Ben Boulaid

*toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens»*. Une perspective nationaliste donc qui excluait la possibilité pour les classes les plus pauvres de prendre la tête des luttes et de diriger leur propre État. Ces dernières n'avaient d'ailleurs pas été impliquées dans le déclenchement de la lutte armée. Sur le plan international, le colonialisme français était en difficulté : son armée venait d'être battue en Indochine à Dien Bien Phu, et la révolte gagnait les pays voisins du Maghreb, le Maroc et la Tunisie ainsi que les colonies d'Afrique noire et en particulier le Cameroun. Lorsque le soutien de la population ne venait pas spontanément, le FLN sut aussi l'imposer par la terreur. Mais d'autre part, la répression sanguinaire de masse perpétrée par l'armée

française sur les ordres de Paris aboutit au ralliement de la population arabe et Kabyle au FLN. La torture à grande échelle fut un des éléments les plus cruels de la répression coloniale. Ce premier novembre 1954 fut le début d'une guerre qui allait durer 8 ans. Si l'issue de cette guerre ne mettait nullement fin à la misère et à l'exploitation des travailleurs algériens, elle mettait fin à 132 années de colonialisme français, depuis la conquête coloniale par les troupes françaises en 1830 jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Le nombre d'Algériens qui en furent victimes est estimé à un million dont 150 000 pour les combattants. L'indépendance fut proclamée le 5 juillet 1962.

## Epidémie d'Ebola : hypocrisie des pays impérialistes

Selon l'OMS (Organisation mondiale de la santé), le nombre de victimes du virus Ebola serait de 4447. Malgré les cris d'alarmes de l'ONU (Organisation des nations unies), les moyens mis en place dans différents pays atteints sont très loin de correspondre à l'ampleur de cette épidémie. B. Obama avait promis 3000 aides de soins, il n'y en a pas 300. Les 17 centres de traitement de 100 lits chacun n'ont pas été installés. Certains pays comme la Chine ou la Russie ne se sont même pas engagés à porter une aide. La seule préoccupation des pays comme la France ou les États-Unis est de protéger les frontières dans les aéroports pour qu'il n'y ait pas de victime sur leur sol contrairement aux États-Unis. Les pays riches ne font que répéter qu'ils sont dépassés. Pourtant ils ont les moyens d'éviter la propagation de l'épidémie. En réalité, ils ne veulent pas y mettre le prix. Les dirigeants des pays d'Afrique de l'ouest ont à

maintes reprises signalé les besoins mais rien ne se règle. Il manque cruellement de personnel soignant, de moyens de protection et de centres de soin. Quant au personnel autochtone il est sous équipé. Au Libéria 201 travailleurs ont été contaminés et 93 ont perdu la vie. Ces pays d'Afrique sont sous-développés et manquent d'infrastructures, ce qui aggrave la situation. Au Libéria en 2010 on ne comptait plus que 50 médecins. La recherche pour un vaccin prend du temps car elle est contrôlée par les lobbies pharmaceutiques qui veulent avant tout défendre leurs profits. Ce n'est pas la protection de ces populations qui compte avant tout mais des intérêts financiers. Il y a aussi le mépris envers ces pays pauvres. Les États Unis et la France comptent avant tout protéger leurs frontières et semblent mettre au second plan l'éradication de l'épidémie en Afrique.

Guadeloupe

## L'Écho de l'Aéroport

**SASU : RIEN NE TRANSPIRE**  
En ce moment se décide la présidence du conseil de surveillance de la nouvelle société au statut de SASU (société par actions simplifiée unipersonnelle). Il y aurait eu un vote dont Mme Koury n'est pas sortie gagnante. Il semble que cette dame ne l'admette pas. Pourtant elle pourrait laisser la place après tant d'années au pouvoir. C'est probablement l'avis d'un certain

nombre de votants. En ce moment Mme Koury fait des pieds et des mains pour avoir cette place. Elle s'accroche. Le poste doit être intéressant. En attendant le personnel de l'aéroport n'a toujours aucune indication sur la mise en place de la SASU, ni même si elle aura lieu comme prévu cette année. Nous ferions bien de demander des comptes à la direction sur notre sort.

Martinique

## Prison de Ducos : un cloaque !

Depuis qu'elle est ministre de la Justice, Christiane Taubira promet d'améliorer les conditions de détention à la prison de Ducos, en Martinique. Et depuis plusieurs années, rien ne bouge. Une extension reste prévue pour 2015, mais elle porterait la capacité à 730 places, contre 569 aujourd'hui, alors que, début mars 2014, 944 détenus y étaient présents. L'administration poursuit d'ailleurs ce plan d'extension au détriment de l'entretien et de la réhabilitation des locaux existants, qui sont dans un état d'insalubrité inquiétant. Cette situation est une fois de plus dénoncée par la section française de l'Observatoire international des prisons (OIP-SF) qui vient de saisir le Tribunal administratif de Fort-de-France

pour faire cesser les atteintes particulièrement graves portées à la dignité des personnes incarcérées dans cet établissement. Il dénonce une situation indigne : *«...locaux insalubres et infestés de rats et d'insectes, cellules de 9m² pouvant accueillir jusqu'à cinq personnes, insuffisance de l'offre d'activités et de travail, violences exacerbées...»*. Les prisonniers sont toujours traités comme des sous-hommes. Issus en général des couches pauvres de la société, leur situation témoigne, comme celle des pauvres en liberté, du profond mépris entretenu par les riches nantis envers ceux qui n'ont rien. Voilà la manière dont on entend les faire «revenir dans le droit chemin». Mais la prison reste l'école de la récidive !

Martinique

**Réunion publique de COMBAT OUVRIER**  
**Mardi 28 octobre 2014 à 18H30**  
**Lieu : AMEP route de Redoute**

**Thèmes :**  
**La barbarie des djihadistes**  
**et celle des grandes puissances**  
**La situation sociale et politique en France**  
**La situation sociale et politique en Martinique**